

RÉUNION DE L'OCDE AU NIVEAU MINISTÉRIEL
POINTS 2, 3 ET 4 DE L'ORDRE DU JOUR
DÉCLARATION DE L'HONORABLE A.J. MACEACHEN
VICE-PREMIER MINISTRE ET SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTERIEURES DU CANADA

FINANCEMENT, ÉCHANGES ET DÉVELOPPEMENT

Monsieur le Président, je me réjouis de cette possibilité qui nous est donnée de nous pencher sur les liens qui existent entre le financement, les échanges et le développement dans une perspective globale et sur le moyen terme. Je suis encouragé par les résultats de nos efforts collectifs des deux dernières années pour gérer des problèmes très sérieux, mais également pour préparer le retour à une croissance non inflationniste.

Les signes d'une reprise permanente dans un nombre toujours plus grand de secteurs sont davantage prometteurs qu'ils ne l'étaient il y a quelques mois à peine. La croissance du commerce mondial a repris en 1983. Le système financier international a continué de répondre aux besoins les plus pressants sur le front de l'endettement. Nos succès ont été rendus possibles parce que nous avons pu nous assurer l'étroite coopération des pays emprunteurs, des membres de l'OCDE, des banques commerciales et des institutions financières multilatérales. Tout indique que les pays de l'OCDE pourront atteindre - et qu'ils atteignent même déjà - le rythme de croissance qui, à Williamsburg, nous semblait nécessaire pour générer la reprise dans le tiers monde.

Mais nous sommes tous conscients des difficultés présentes. La reprise de l'activité économique dans les pays industriels se répand dans les pays en développement, mais généralement d'une façon fort lente. Les nouveaux apports financiers vont probablement être fortement comprimés pour quelque temps encore. Les pressions protectionnistes menacent la croissance du commerce mondial que nous recherchons tous. Les taux d'intérêt réels sont encore trop élevés, et les perspectives récemment publiées par le FMI laissent planer la possibilité que les pays lourdement endettés nous causent de très sérieux problèmes de service de la dette durant plusieurs années et ce, dès 1985. En bref, les problèmes financiers que connaîtront les pays en développement dans les toutes prochaines années pourraient avoir une grande incidence sur leur propre développement économique et aggraver les tensions politiques et sociales, ce qui risquerait d'avoir des répercussions fâcheuses pour l'ensemble du système commercial et financier international. Ainsi, bien que le Canada appuie une approche au cas par cas pour régler la situation de la dette, nous sommes également d'avis qu'il faudrait dès maintenant accorder plus d'importance aux possibilités d'aider financièrement les pays en développement sur le moyen et le long termes, ainsi qu'à la recherche de moyens de concentrer nos efforts de façon à stimuler une croissance soutenue dans tous les pays.

Nous devons donc nous donner comme tâche prioritaire d'examiner les diverses sources de financement disponibles, d'évaluer leur rôle potentiel dans les toutes prochaines années, et de rechercher des moyens